

## Le M'PEP appelle à manifester à Paris le 1er décembre.

mardi, 26 novembre 2013 / Texte du M'PEP

### LE M'PEP APPELLE A MANIFESTER A PARIS LE 1ER DECEMBRE

#### **Communiqué du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).**

Le 26 novembre 2013.

Le Front de gauche a décidé d'organiser une manifestation, le 1er décembre 2013 à Paris « *pour une véritable justice fiscale* » (PCF), et même pour « *la révolution fiscale* » (PG).

Le M'PEP se joint à cette manifestation. En effet, l'approfondissement de la crise économique, sociale, morale, politique qui frappe notre pays, impose une présence massive dans la rue du monde du travail, de la jeunesse, des forces de progrès. Dans les périodes de désarroi et de perte des repères, il est indispensable d'établir des points fixes auxquels s'arrimer. C'est un rapport de forces physique qui doit s'exprimer, c'est la puissance du nombre qui doit rassurer les uns et décourager les autres.

Les slogans utilisés pour mobiliser le peuple dans ces périodes ont leur importance et il ne saurait être question de les sous-estimer. Ils doivent contribuer à l'occupation de la rue, à la démonstration d'une volonté générale, à susciter un dynamisme capable de renverser la situation.

Si le M'PEP avait eu son mot à dire, il n'aurait pas choisi les slogans proposés par le Front de gauche ni le point d'arrivée de la manifestation. Le M'PEP aurait choisi l'annulation de la dette publique de la France, la sortie de l'Union européenne et de l'euro. Et le M'PEP aurait appelé à manifester près de l'Élysée, car c'est là où se trouve le pouvoir, et non à Bercy.

Les objectifs de la lutte, les revendications, le programme qu'il convient de mettre en œuvre de toute urgence doivent aller à l'essentiel. Les priorités doivent être clairement établies. C'est sur cette base que le rassemblement le plus large du peuple pourra s'opérer. Et l'essentiel, aujourd'hui, c'est l'annulation – restructuration de la dette publique de la France, la sortie de l'Union européenne et de l'euro. Seules ces décisions sont de nature à desserrer l'étau qui étouffe la France et les Français, à redonner au peuple son entière liberté, à lui redonner les instruments décisifs qui permettront de sortir de la crise.

Pour autant, la question fiscale est loin d'être secondaire et méritait bien une manifestation. Pour qu'une réforme fiscale soit efficace, il faudra s'engager dans l'annulation de la dette, la sortie de l'Union européenne et de l'euro.

La hausse de la TVA prévue par le gouvernement PS-EELV, le 1er janvier 2014, est le symbole le plus fort de la politique de François Hollande et Jean-Marc Ayrault. Elle n'est que cynisme, morgue, mépris de la part du gang de Solferino et des écologistes d'opérette à l'égard des classes populaires.

C'est un nouvel affaiblissement du pouvoir d'achat des ménages, particulièrement des plus pauvres, qui va peser sur l'emploi en 2014 réduisant en poussière les promesses du président de la République « *d'inverser la courbe du chômage* ». La hausse devrait être de 19,6% à 20% pour le taux normal ; de 7% à 10% pour le taux intermédiaire ; une baisse minuscule de 5,5% à 5% serait prévue pour le taux réduit. Au total, la ponction sur le pouvoir d'achat sera de 400 euros par an pour un ménage avec deux enfants, frappant particulièrement les revenus médians qui sont autour de 1 630 euros par mois. C'est particulièrement injuste car ce sont les ménages les plus pauvres qui seront frappés en premier. La TVA est un impôt dégressif : plus on est pauvre et plus on paye, alors qu'il faudrait au contraire développer les impôts progressifs, plus on est riche et plus on paye. La TVA est une taxe sur les pauvres !

C'est le principe des vases communicants : 20 milliards d'euros sont donnés en pure perte aux grandes entreprises via le crédit d'impôt d'un côté, et 10 milliards de diminution des dépenses publiques plus 7 milliards de hausse de la TVA d'un autre côté sont retirés aux classes populaires qui subventionnent ainsi les grandes entreprises.

En outre, cette hausse de la TVA va se répercuter sur les prix. La SNCF annonce déjà + 3%, EDF + 2%...

C'est le mensonge érigé en principe politique. Ainsi, le 2 mai 2012, François Hollande, lors d'un débat entre les deux candidats lors du second tour de l'élection présidentielle, avait lancé à Nicolas Sarkozy : « *cette TVA que vous voulez imposer, elle va prélever du pouvoir d'achat. J'ai fait le calcul : 300 euros*

*pour un couple de smicards... voilà ce que va être le prélèvement annuel que vous allez infliger* ». La « réforme fiscale » lancée par Jean-Marc Ayrault n'est qu'une diversion.

- Alors, le 1er décembre, manifestons toutes et tous pour exiger l'annulation – restructuration de la dette publique de la France, la sortie de notre pays de l'Union européenne et de l'euro !
- En manifestant nous condamnerons la politique gouvernementale néolibérale menée par le gouvernement EELV-PS lors des élections municipales des 23 et 30 mars 2014.